

**CARINE BRIÈRE**

**Maître de conférences en droit privé  
habilitée à diriger des recherches**

carine.briere@univ-rouen.fr

## THÈMES DE RECHERCHE

Droit international privé – Droits fondamentaux – Droit de la famille –  
Conflits de sources – Interactions normatives – Espace judiciaire européen

## FORMATION / CARRIÈRE

2006 : Habilitation à diriger des recherches – Université de Rouen

Depuis 2000 : Maître de conférences à l'université de Rouen

1999 : Doctorat en Droit – Université de Rouen (Thèse s'intitulant *Les conflits de conventions internationales en droit privé* soutenue en septembre 1999)

## PUBLICATIONS

### 1. *Ouvrages individuels :*

1. Cours de droit international privé, Lextenso, Gualino, coll. Amphi LMD, 1<sup>re</sup> éd., 2017, 404 p.
2. L'essentiel des Grands arrêts du droit international privé, Lextenso, collection 'Les carrés', 2<sup>ème</sup> éd, 2017, 191 p.
3. La régulation normative dans l'espace judiciaire européen, Larcier, Collection droit international, 2016, 140 p.
4. Les conflits de conventions internationales en droit privé, préface de P. Courbe, Bibliothèque de droit privé, LGDJ, t. 347, 2001, 426 p.

### 2. *Autres publications :*

#### 2.1 *Articles :*

1. La pensée de Foelix : entre universalisme et particularisme. Contribution à l'histoire du droit international privé, Rev. crit. DIP 2019, p. 65-86.
2. Réflexions sur l'influence de la Conférence de La Haye, Recueil Dalloz 2018, p.1656 à 1663.

3. La codification du droit international privé monégasque, JDI (Clunet) 2018, doct. 3, p. 53-80.
4. Le droit international privé européen des contrats et la coordination des sources, JDI (Clunet) 2009, doct. 6, p. 791-807.
5. Le règlement (CE) n° 864/2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II), JDI (Clunet) 2008, doct. 2, p. 31-74.
6. Réflexions sur les interactions entre la proposition de règlement Rome II et les conventions internationales, JDI (Clunet), 2005, doct. 8, p. 677-694.
7. La certitude du préjudice dans la responsabilité des professionnels du droit, Revue responsabilité civile et assurances, juillet - août 2004, Chron.17, p. 13-14.
8. Dévolution du nom de famille : aperçu rapide de la loi n° 2003-516 du 18 juin 2003, LPA n° 136 du 9 juillet 2003, doct. p. 10-12.
9. La coparentalité : mythe ou réalité ? (Commentaire de la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale), Revue de droit sanitaire et social 2002, n°3, doct. p.567-580.
10. L'attribution du nom de famille : entre modernité et tradition, LPA n° 58 du 28 mars 2002, doct. p. 4-6.
11. Réflexions sur le droit pénal des mineurs : de l'éducatif au répressif, LPA n° 254 du 20 décembre 2002, doct. p. 4-10.
12. Révolution en cours dans le système français de dévolution du nom, LPA n°42 du 28 février 2001, doct. p. 5-8.
13. L'enfant et le changement de son patronyme, LPA n° 54 du 16 mars 2000, doct. p. 5-14.

## **2.2 Recherches collectives / Chapitres d'ouvrages (hors colloques mentionnés en rubrique 2.6)**

1. L'action internationale du consommateur, victime d'obsolescence programmée, in Le droit européen de la consommation au XXIème siècle : état des lieux et perspectives, s/dir. M. Combet, travaux collectifs du CERCRID (Université Jean Monnet de Saint-Etienne), à paraître, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2022, p. 481 à 498 (chapitre d'ouvrage/recherche collective).
2. La transmission de patrimoine en droit international privé, in : A. Dionisi-Peyrusse et B. Jean-Antoine (dir.), Le Patrimoine, collection Juris-Seine du CUREJ, Presses universitaires Rouen-Le Havre (PURH), 2015, p. 223-231
3. Unalex Commentary on The Brussels I Regulation, recherche collective sous la direction de S. Corneloup, travaux du CREDIMI de l'Université de Bourgogne (programme de recherche de l'Union européenne), IPR Verlag, version française, commentaire des articles 66 à 72 du Règlement (Relations avec les autres instruments), 2013, consultable en ligne sur unalex-workshop.eu.
4. Le droit des transports : terrain de prédilection des conflits de conventions internationales, Mélanges à la mémoire de P. Courbe, Dalloz, 2012, p. 61-74.

## **2.3 Fascicule :**

1. Le règlement (CE) n°864/2007 du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II), JurisClasseur Europe Traité, fascicule 3206, création du fascicule en 2009, 3<sup>e</sup> éd., 2019, 32 p (mise à jour en 2021).

## **2.4 Chroniques :**

### **2.4.1 Participation à la chronique annuelle et collective de droit international privé publiée aux Petites affiches par le CUREJ:**

#### *Articles :*

1. Les apports du règlement Bruxelles II *ter*, Chronique 2020, LPA n° 45 du 4 mars 2021, doct. p. 10-15.
2. Vers de profonds bouleversements en matière de successions internationales, LPA n°147, 26 juillet 2010, doct. p. 14-20.
3. L'actualité en matière de déplacements ou de rétentions illicites des enfants, LPA n°151 du 30 juillet 2007, doct. p.16-20.
4. Commentaire des articles 370-3 à 370-5 du Code civil (issus de la loi n° 2001-111 du 6 février 2001 relative à l'adoption internationale), LPA n° 107 du 29 mai 2002, doct. p. 13-16.

#### *Commentaires ou sommaires de jurisprudence :*

1. Le for du centre des intérêts en matière de cyber-délits, note sous CJUE 17 juin 2021, n° C-800/19, à paraître, LPA, 2022.
2. Les lois de police à l'aune du règlement Rome II, note sous CJUE 31 janvier 2019, LPA 2019 n° 238 du 28 novembre 2019, p. 29-31.
3. La renonciation à l'immunité d'exécution diplomatique, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 10 janvier 2018, LPA n° 155 du 3 août 2018, p. 9-11.
4. La compétence internationale en matière de responsabilité parentale et d'obligation alimentaire, note sous CJUE 15 février 2017, LPA, n° 182-183 du 12-13 septembre 2017, p. 18-20.
5. Désactivation de compte Facebook et compétence internationale du juge français, note sous CA Paris 12 février 2016, LPA n° 193 du 27 septembre 2016, p 13-15.
6. La concentration des compétences en matière d'enlèvement d'enfants, note sous CJUE 9 janvier 2015, LPA n° 172 du 28 août 2015, p. 11-14.
7. La localisation du fait dommageable au sens de l'article 5-3° du Règlement Bruxelles I, note sous Cass. com. 7 janvier 2014 et CJUE 16 janvier 2014, LPA n° 230 du 18 novembre 2014, p.18-20.
8. La loi applicable aux nullités de la période suspecte, note sous Cass. com. 2 octobre 2012 (2 arrêts), LPA n° 211 du 22 octobre 2013, p. 19-22.
9. Droit du créancier d'aliments à l'assistance dans l'exécution d'un jugement étranger, note sous CEDH 18 novembre 2010, LPA n° 236 du 28 novembre 2011, p.13-15.
10. Le renvoi en matière de succession immobilière : sommaire de jurisprudence sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 juin 2006, LPA n°152 du 31 juillet 2007, p. 17-18.

11. L'option de compétence de l'article 5-3 de la Convention de Bruxelles : sommaire de jurisprudence sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 17 janvier 2006 ; Cass. 1<sup>re</sup> civ., 31 janvier 2006 ; Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 octobre 2006 ; Cass. 1<sup>re</sup> civ., 21 novembre 2006 : LPA n°152 du 31 juillet 2007, p. 15-17.
12. Le conflit entre le droit communautaire et la Convention n° 45 de l'OIT : sommaire de jurisprudence sous CJCE 1<sup>er</sup> février 2005, LPA n° 66 du 3 avril 2006, p. 15-16.
13. Déplacement illicite et intérêt supérieur de l'enfant, sommaire de jurisprudence sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 juin 2005, LPA n°66 du 3 avril 2006, p. 12-13.
14. Un exemple de naturalisation d'un jugement étranger d'adoption : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 18 mai 2005, LPA n°66 du 3 avril 2006, p. 9-12.
15. L'application de la Convention franco-marocaine en matière d'enlèvements d'enfants : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 octobre 2003, LPA n° 38 du 23 février 2005, p. 11-13.
16. Compétence du juge français pour statuer sur une action en contrefaçon de marque reproduite sur un site web étranger : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 décembre 2003, LPA n° 38 du 23 février 2005, p. 5-8.
17. Le conflit entre le Traité CE et une convention bilatérale antérieure : note sous CJCE 18 novembre 2003, LPA n° 37 du 22 février 2005, p. 9-13.
18. La charge de la preuve du défaut de conformité en matière de vente internationale : sommaire de jurisprudence sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 septembre 2003, LPA n° 115 du 9 juin 2004, p. 20-21.
19. La Cour de Strasbourg, gardienne du respect de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 : note sous CEDH 26 juin 2003, LPA n° 113 du 7 juin 2004, p. 10-14.
20. La compétence des juridictions françaises à l'égard d'une société anglaise fondée sur l'article 6 § 1 de la Convention de Bruxelles : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 mai 2003, LPA n° 113 du 7 juin 2004, p. 3-5.
21. Le consentement à l'adoption plénière d'un enfant algérien : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 22 octobre 2002, LPA n° 206 du 15 octobre 2003, p. 15-17.
22. Nullité du mariage célébré à l'étranger entre une Française célibataire et un musulman déjà marié : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 septembre 2002, LPA n° 206 du 15 octobre 2003, p. 12-14.
23. La Convention de La Haye du 25 octobre 1980 à l'épreuve de la pratique : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 mars 2002, LPA n° 242 du 4 décembre 2002, p. 8-10.
24. Incompétence du juge français des référés pour ordonner une expertise en Angleterre : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 11 décembre 2001, LPA n° 242 du 4 décembre 2002, p. 6-8.

#### ***2.4.2 Participation à la chronique de contentieux judiciaire international et européen publiée à la Gazette du Palais, sous la direction de Madame le professeur M.-L. Niboyet***

##### *Article :*

1. Faut-il faire jouer le renvoi en matière de succession immobilière ?, Gazette du Palais 1-3 octobre 2000, doct. p.1727-1730.

### ***2.4.3 Rédaction de la page annuelle de l'ARJ Rouen publiée à la semaine juridique édition générale (la semaine en région)***

1. Honoraires d'avocat et qualité de professionnel du trustee, obs. sous CA Rouen 1<sup>er</sup> juin 2021, JCP G 2021, 879.
2. Les enjeux de la détermination de la loi applicable (transport maritime), obs. sous CA Rouen 20 fév. 2020, JCP G, 2020, 965.
3. Le bouc émissaire de l'employeur, obs. sous CA Rouen 28 mars 2019, JCP G 2019, 877.
4. Découverte d'un trésor : obs. sous CA Rouen 18 février 2018, JCP G 2018, 906.
5. Hospitalisation d'office en cas d'anorexie : obs. sous CA Rouen 24 mai 2017, JCP G 2017, 909.
6. Paris sportifs et clause abusive : obs. sous CA Rouen 31 mars 2016, JCP G 2016, 936.
7. La forclusion du créancier européen, obs. sous CA Rouen, 16 avril 2015, JCP G 2015, 934.
8. For de présence et intérêt de l'enfant, obs. sous CA Rouen 27 mars 2014, JCP G 2014, 911.
9. Indivisibilité du litige et clause attributive de juridiction, obs. sous CA Rouen 16 mai 2013, JCP G, 2013, 924.
10. Disparition en mer : fondement de la responsabilité et étendue de la garantie de l'assureur, obs. sous CA Rouen 31 mai 2012, JCP G 2012, 943.
11. Centrale nucléaire : preuve rapportée d'un risque grave et d'un risque psychosocial : obs. sous CA Rouen 22 février 2011, JCP G 2011, 925.
12. Incoterm applicable et conditions générales d'achat virtuelles : obs. sous CA Rouen 1<sup>er</sup> avril 2010, JCP G 2010, 866.
13. Adoption simple : dérogation à la condition de différence d'âge : obs. sous CA Rouen 7 mai 2009, JCP G 2009, 275.

### ***2.4.4 Participation à la page internet d'actualité de la section DIP de la Société de législation comparé***

1. Droit international privé comparé. Belgique. Compatibilité de la loi étrangère ignorant la pension alimentaire après divorce à l'ordre public international belge, note sous Cour de cassation belge 18 juin 2007 (Publication électronique en 2008).

### ***2.5 Notes d'arrêt :***

1. Exequatur d'un jugement étranger refusant de donner effet à un contrat de mariage reçu en France, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 décembre 2020, JDI (Clunet), 2021, n° 3, comm.17, p. 983-998.
2. L'interdiction de la révision au fond, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 mars 2019, JDI (Clunet) 2019, n°4, comm. 28, p. 1198 - 1207.
3. Sous-traitance industrielle et loi de police, note sous Cass. com. 20 avril 2017, JDI (Clunet) 2018, comm.4, p. 125 -134.

4. La loi applicable à la responsabilité extra-contractuelle du banquier tiré, note sous Cass. com. 4 novembre 2014, JDI (Clunet) 2015, comm. 9, p. 635-645.
5. Clause d'exception et contrat de travail international, note sous CJUE 12 septembre 2013, JDI (Clunet) 2014, comm. 4, p. 165-180.
6. Inefficacité d'une clause attributive de juridiction potestative et connexité, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 26 septembre 2013, JDI (Clunet) 2013, comm. 4, p. 175-184.
7. Le refus de conversion de l'adoption simple prononcée en Haïti en adoption plénière, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 23 mai 2012, Recueil Dalloz, 2012, p. 1723-1727.
8. Le champ d'application *ratione temporis* du Règlement Rome II, note sous CJUE 17 novembre 2011, JDI (Clunet) 2012, comm. 12, p. 693-702.
9. La loi applicable au contrat de travail d'un chauffeur routier international, note sous CJUE 15 mars 2011, JDI (Clunet) 2012, comm. 5, p. 189-196.
10. La loi applicable à un contrat d'entreprise à défaut d'*electio juris*, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 19 octobre 2010, JDI (Clunet) 2011, comm. 18, p. 943-953.
11. Conflits de juridictions et loteries publicitaires : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 mai 2010, (3 arrêts), JDI (Clunet) 2011, comm. 7, p. 139-151.
12. Les couples binationaux et le choix du nom de famille, note sous CEDH 9 novembre 2010, Recueil Dalloz 2011, p. 804-807.
13. Bruxelles II bis : mesure provisoire sur mesure provisoire ne vaut : note sous CJCE 23 décembre 2009, Recueil Dalloz 2010, p. 1055-1058.
14. Le contrôle de la Cour européenne des droits de l'Homme sur les conditions d'accès à l'adoption : note sous CEDH 10 juin 2010, Recueil Dalloz 2010, p. 2269-2272.
15. Fourniture de photographies de tiers à la presse et responsabilité : à propos de l'affaire dite de la "Josacine empoisonnée" : note sous CA Rouen 21 octobre 2009, JCP G 2010, p. 534-536.
16. Règlement Bruxelles II bis et divorce d'époux ayant une double nationalité commune, note sous CJCE 16 juillet 2009, Revue critique de droit international privé 2010, p.184-199.
17. L'immunité de juridiction civile de l'État étranger, note sous CA Paris 16 janvier 2009, JDI (Clunet) 2009, comm. 14, p. 863-877.
18. Nullité du mariage pour défaut d'intention matrimoniale : note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 9 juillet 2008, JDI (Clunet) 2009, comm. 1, p. 147-153.
19. Adoption internationale : la Kafala ne vaut pas adoption simple, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 10 octobre 2006 (2 espèces), JDI (Clunet) 2007, comm. 11, p. 564-572.
20. La Convention de Berne et le principe communautaire de non-discrimination : note sous CJCE 30 juin 2005, Recueil Dalloz 2005, p. 2533-2536.
21. La convention dite CMR prime sur la Convention de Bruxelles : note sous CJCE 28 octobre 2004, Recueil Dalloz 2005, p. 547-550.
22. Le préposé qui se rend coupable d'infractions pénales volontaires sur l'ordre de son commettant engage au-delà de sa responsabilité pénale sa responsabilité civile à l'égard des tiers : note sous Cass. Ass. Plén. 14 décembre 2001, *Cousin*, JCP E 2002, p. 279-282.

23. Conditions de recevabilité d'une demande de prestation compensatoire présentée pour la première fois en appel : note sous Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 31 mai 2000, *Carpano*, JCP G 2000, II, 10425 (p. 2129-2131).

## **2.6 Communications publiées à des colloques ou conférences**

1. *La place des conventions de La Haye dans un système de droit international privé de l'Union*, colloque international « Existe-t-il un système de droit international privé de l'Union ? Regards sur les 20 ans de la coopération judiciaire en matière civile » ss/dir. des Professeurs C. Nourissat et L. Paillier, Université Lyon 3, les 17, 18, 19 novembre 2021, à paraître, Bruylant, coll. Droit de l'Union européenne, 2022.

2. *L'état civil européen : une occasion manquée*, in « La libre circulation des actes publics et leur transcription » au colloque « État civil et autres questions de droit administratif. Regards croisés de publicistes et de privatistes sur l'état des personnes », ss/ dir. de L. Mauger-Vielpeau et E. Saillant-Maraghni, Caen 21 et 22 novembre 2019, Dalloz, collection thèmes et commentaires, 2021, p. 63-74.

3. *La Convention européenne des droits de l'Homme et le droit international privé : La répudiation en droit musulman, l'enlèvement d'enfants et la procédure devant les tribunaux rabbiniques (arrêt DD c/ France du 8 novembre 2005 et décision Eskinazi et Chelouche c/ Turquie du 6 décembre 2005)*, in : P. Tavernier (sous la direction de) : La France et la Cour européenne des droits de l'homme - La jurisprudence en 2005 (Colloque international du 27 février 2006, Université Paris Saclay/Paris Sud), Bruylant, 2006, p.195-213.

4. *Le régime juridique des prestataires techniques de l'internet*, in Rencontres SHS, Colloque de l'Université de Rouen, Presses universitaires Rouen-Le Havre, 2005, p. 87-94.

## **2.7 Autres**

### **2.7.1 Comptes - rendus bibliographiques**

1. The 2005 Hague convention on choice of court agreements. Commentary and documents par R. A. Brand et P. M. Herrup (Cambridge University Press, 2008), JDI (Clunet) 2009, biblio. 11, p. 1085-1088.

2. Appréciation critique du droit international privé conventionnel. Pour une autre approche de l'harmonisation des relations privées internationales, par S. Lécuyer, (LGDJ, Bibliothèque de droit privé, t. 495, 2008), Revue internationale de droit comparé, 2008, biblio. p. 788-792.

3. Le règlement communautaire Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles, sous la direction de S. Corneloup et N. Joubert (Lexisnexis, coll. Travaux du CREDIMI. – 2008), JDI (Clunet) 2008, biblio. 6, p. 917-920.

### **2.7.2 Préface de thèse**

1. M. Barry, Politiques fiscales et douanières en matière d'investissements étrangers en Afrique Francophone : le cas des ressources naturelles extractives, LGDJ, 2020.